

**Réponses à la consultation publique du 15 mars 2018
n°2018-005 relative aux niveaux de dotation au titre du
fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour GÉREDIS
Deux-Sèvres au titre des années 2018 à 2021, ainsi qu'au
cadre de régulation associé**

- Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un mécanisme d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation de GÉREDIS similaire à celui actuellement en vigueur pour Enedis dans le cadre du tarif TURPE 5 HTA-BT, selon lequel cet opérateur conserve les gains et pertes par rapport aux trajectoires prévisionnelles ?

Au même titre que les autres GRD, GEREDIS est favorable à se voir appliquer un mécanisme de régulation incitative adapté à ses spécificités qui sont les suivantes :

- GEREDIS est classé dans les petites et moyennes entreprises puisqu'elle dispose d'un effectif proche de 190 salariés,
- GEREDIS exploite un réseau à composante majoritairement rurale dont les principales caractéristiques sont les suivantes : seulement 11 consommateurs par kilomètre de ligne et 16 consommateurs par poste de distribution publique,
- GEREDIS est une entreprise récente créée en 2008,
- GEREDIS n'a basculé en mode gestionnaire de réseau de distribution lourd qu'à compter du 01/07/2017 voyant ses effectifs passer de moins de 40 personnes à près de 190 personnes,
- GEREDIS a subi durant des années les effets d'un niveau de dotation FPE insuffisant dans le cadre de la formule forfaitaire. Ceci a eu pour conséquence :
 - o d'une part des investissements insuffisants dans son réseau de distribution en comparaison des autres gestionnaires de réseau le rendant aujourd'hui plus fragile, moins sécurisé et moins performant,
 - o d'autre part une adaptation obligatoire des charges d'exploitation en fonction de ses capacités financières.

Dans ces conditions, il est primordial que la régulation incitative envisagée par la CRE :

- soit en adéquation avec les moyens humains et techniques de GEREDIS,
- ne fasse pas abstraction du passé de GEREDIS avec des ressources financières insuffisantes notamment en matière d'investissement,
- soit réaliste avec des objectifs atteignables,
- ne soit pas assise uniquement que sur des données comptables des dernières années pour les charges d'exploitation qui peuvent ne pas refléter la totalité de ses obligations,
- et tienne compte du fait que ces prévisionnels de charges nettes d'exploitation sur 2018 à 2021 n'ont pu être établis qu'à partir d'un seul arrêté des comptes au 31/12/2016 basé sur une entreprise en mode GRD léger (même s'il a été retraité pour l'approcher d'un mode GRD lourd). Ainsi, l'estimation des charges sur la période 2018 à 2021 effectuée par GEREDIS correspond à son premier exercice en la matière alors que ce dernier recèle de nombreux aléas réglementaires, technologiques, externes, matériels et humains difficilement prévisibles sur une aussi longue durée.

Contrairement aux autres opérateurs GRD de taille plus conséquente, GEREDIS ne peut bénéficier d'un même foisonnement de ces charges et peut être confrontée à des fortes variations de certains postes de charge difficiles à prévoir, à anticiper et surtout à éviter. Dans ce sens, il est primordial de permettre à GEREDIS de corriger annuellement certains postes de charges après dépôt d'un dossier justificatif des principales variations pour corriger des effets jugés par la CRE non prévisibles.

Le mécanisme de régulation actuellement en vigueur pour l'opérateur national est relativement complexe pour une structure comme GEREDIS et paraît de ce fait disproportionné. Pour ne pas être trop consommateur de ressources par rapport aux enjeux et surtout davantage refléter la réalité des coûts telle que souhaitée par le législateur dans le cadre de l'article L.121-29 modifié du code de l'énergie, GEREDIS est favorable à un système de régulation plus léger basé sur :

- la prise en compte des charges d'exploitation au réel ex-post après justification des comptes à la CRE et après explication des principaux écarts,
- la mise en œuvre d'une régulation sur la base des critères d'incitation équivalents à ceux d'autres gestionnaires de réseau de distribution de taille similaire telle que proposée actuellement par la CRE.

Dans le cas où la CRE ne retiendrait pas cette proposition, il nous paraît préférable au minimum de pouvoir les ajuster annuellement dans le CRCP si ces derniers s'écartent de ± 10 % de l'estimation initiale ou bien au global de ± 5 % de l'estimation. Cette disposition viendrait s'ajouter aux postes de charges et de produits déjà pris en compte dans le CRCP mais ferait l'objet d'une concertation préalable avec la CRE pour en détailler les justifications. Cette proposition présente en outre l'avantage de préserver non seulement les intérêts de GEREDIS mais aussi ceux des utilisateurs de réseau qui se verraient appliquer la juste réalité des coûts de GEREDIS, opérateur de réseau de distribution efficace.

- Question 2 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme de suivi des coûts unitaires d'investissement dans les réseaux pour GÉRÉDIS ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?

GEREDIS tient en premier lieu à préciser que les investissements dans les réseaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de GEREDIS portent sur les réseaux BT aérien, souterrain, HTA souterrain et les branchements ainsi que sur les réseaux HTA aériens.

GEREDIS alerte ensuite la CRE sur le fait que la différence de volume d'investissement réalisé par GEREDIS en comparaison de l'opérateur national entraînera obligatoirement une variabilité et une volatilité beaucoup plus importante des coûts unitaires d'investissement. Cela est d'autant plus vrai si ces coûts unitaires sont définis en catégories définissant différentes natures d'ouvrages (4 à 6 catégories reviendraient ainsi à diviser par 4 à 6 les échantillons et donc par la même les volumes financiers de chaque catégorie).

GEREDIS est donc favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme non incité financièrement de suivi des coûts unitaires d'investissement dans les réseaux sous réserve :

- de définir préalablement et précisément le périmètre des catégories envisagées par nature d'ouvrages afin que cet indicateur soit bien appréhendé par GEREDIS et donc soit le plus pertinent et représentatif possible,
- de prévoir pour les catégories de nature d'ouvrages dont le volume et le montant des investissements des travaux sur une année sont insuffisants de lisser le calcul des coûts unitaires sur une période plus étendue.

GEREDIS souhaite également préciser que le faible niveau de dotation FPE alloué à GEREDIS ces dernières années dans le cadre de la formule forfaitaire a eu pour conséquence un retard d'investissement dans les réseaux HTA et BT.

GEREDIS se verra donc contraint d'augmenter dans les années à venir le volume d'investissement dans les réseaux pour combler ce déficit d'enfouissement des lignes HTA et BT et surtout de sécurisation de son réseau de distribution afin d'améliorer à la continuité d'alimentation.

- Question 3 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant GÉRÉDIS à la maîtrise de ses charges de capital sur les actifs « hors réseaux » au même titre que les charges d'exploitation ?

Ces investissements hors réseau ont été jusqu'à présent extrêmement limités eu égard à notre capacité financière. Ainsi, des arbitrages durant les années passées ont donc conduit à réduire fortement les investissements hors réseaux.

GEREDIS considère que ce mécanisme incitant le GRD à la maîtrise de ses charges de capital sur les actifs « hors réseaux » est non prioritaire et GEREDIS ne souhaite pas sa mise en œuvre sur la période 2018 à 2021.

- Question 4 : Êtes-vous favorable aux mécanismes envisagés par la CRE concernant la continuité d'alimentation de GÉRÉDIS ?

GEREDIS est favorable à ne pas être incitée financièrement avec des cibles sur les durées moyennes de coupure et les fréquences moyennes de coupure.

En outre, GEREDIS confirme à la CRE par la présente que le facteur proportionnel de réduction mis en œuvre sur la période 2018 à 2021 sur les montants des pénalités mentionnées à cet article 2.3.3 est de 10% en cas de coupure liée à un événement exceptionnel. Ce niveau est justifié par les caractéristiques rurales et très aériennes du réseau de distribution de GEREDIS ainsi que par son manque de sécurisation.

Enfin, GEREDIS demande à la CRE de bien vouloir revoir le niveau du plafond au-delà duquel les sommes versées par GEREDIS seront intégralement couvertes par le tarif à travers le mécanisme de CRCP. En effet, avec un plafond de 340 k€ et un niveau de couverture ex ante de 160 k€, GEREDIS pourrait se voir pénaliser au maximum de 180 k€ par an. Cette somme est extrêmement importante et représente plus de 65% des pertes possibles dans le cadre de la régulation incitative. Le mécanisme de pénalité pour coupure longue envisagé à ce stade par la CRE est donc beaucoup trop prépondérant et disproportionné par rapport aux autres mécanismes de régulation incitative. Dans ces conditions, GEREDIS propose de revoir le plafond à un montant de 210 k€ maximum soit à un niveau éventuel de perte financière similaire à celui de la régulation incitative des pertes.

- Question 5 : Avez-vous des remarques sur les listes des indicateurs de suivi de la qualité de service envisagés pour GÉRÉDIS ?
- Question 6 : Selon vous, les indicateurs envisagés permettent-ils de mesurer tous les aspects importants de la qualité de service de GÉRÉDIS ? Sinon, quels indicateurs devraient être ajoutés ?
- Question 7 : Êtes-vous favorable au mécanisme envisagé d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période ? Avez-vous des remarques sur les listes des indicateurs de suivi de la qualité de service dont les caractéristiques seront fixées pour la période ?

GEREDIS tient en premier lieu à rappeler qu'en tant qu'entreprise locale de distribution, elle a toujours mis une priorité à la qualité du service rendu aux utilisateurs et à la performance du service public. C'est la raison pour laquelle elle a été une des premières entreprises locales de distribution à mettre en place un système qualité certifié par un organisme extérieur. En outre, son autorité organisatrice de la distribution, propriétaire des réseaux électriques, a également de tout temps exercé un contrôle de la qualité des prestations de GEREDIS. Ce contrôle s'est notamment exercé en étant un acteur exigeant dans les organes de gouvernance de l'entreprise.

Afin de pouvoir correctement communiquer en interne sur ces nouvelles incitations financières de la régulation incitative envisagée par la CRE, leurs niveaux, et de finaliser les organisations, nous souhaiterions un démarrage à compter de 2019 et non dès 2018 pour la régulation incitative financière. Ce délai précité de mise en œuvre est d'autant plus nécessaire que GEREDIS se doit de

bien appréhender la définition de chacun des indicateurs avec les services de la CRE afin d'être le plus homogène avec les autres GRD.

En outre, GEREDIS souhaite être incité financièrement uniquement sur les mêmes indicateurs que ceux aujourd'hui suivis par d'autres GRDs de taille équivalente et avec des moyens similaires.

(1) Indicateurs incités financièrement

(a) *Taux de réponse aux réclamations dans les 15 jours calendaires :*

GEREDIS considère que l'évolution proposée des objectifs de 3% par an est beaucoup trop ambitieuse et nécessitera des moyens conséquents non prévus dans la trajectoire 2018-2021. Une évolution de 1% par an sur la période 2018 à 2021 serait plus raisonnable et atteignable par GEREDIS.

(c) *Taux de compteurs avec au moins un relevé sur index réel dans l'année pour les consommateurs BT<36kVa :*

GEREDIS considère que l'objectif proposé de 99% sur la période 2018 à 2021 correspond à la valeur maximum atteinte ces dernières années. La valeur minimum atteinte au cours de l'année 2017 est de 95%. Afin de conserver la cohérence avec d'autres gestionnaires de réseau de distribution, GEREDIS propose de retenir un objectif de 97 %.

(d) *Taux de respect de l'envoi de proposition de raccordement dans le délai de la procédure ou dans le délai demandé :*

Sur cet indicateur pour le segment des utilisateurs BT \leq 36 kVA, GEREDIS a atteint une valeur de 85% au titre de l'année 2017. Le niveau envisagé par la CRE à 90% n'est donc pas en cohérence avec l'historique des valeurs pour cet indicateur. Dans ces conditions, GEREDIS propose les objectifs suivants :

- Du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018 : 86%
- Du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 : 87%
- Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 : 88%
- Du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 : 89%

(2) Indicateurs faisant l'objet d'un suivi

Enfin, GEREDIS est favorable au mécanisme envisagé d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période sous réserve que :

- ces ajustements soient concertés et échangés au préalable avec GEREDIS,
- qu'ils soient en adéquation avec ceux des autres GRD de taille similaire,
- que le niveau de dotation FPE de GEREDIS soit modifié si ces nouveaux indicateurs engendrent des coûts supplémentaires pour le GRD,
- et qu'ils fassent l'objet d'un délai suffisant avant leur mise en œuvre.

- Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt d'inciter GÉRÉDIS à réduire le volume de ses pertes ?
- Question 9 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation sur les pertes envisagé par la CRE pour GÉRÉDIS ?

GEREDIS comprend le souhait de la CRE de mettre en place une régulation incitative des pertes telle que prévue par le Code de l'Energie et les Directives Européennes.

Toutefois, GEREDIS tient à souligner à la CRE les éléments suivants visant à démontrer les difficultés voire même parfois l'impossibilité à agir concrètement sur la réduction du volume des pertes :

- d'une part, GEREDIS dispose de moyens humains et matériels limités par rapport à l'opérateur national. Les leviers pour réduire le volume des pertes ne sont donc pas identiques.
- d'autre part, du fait d'un niveau de dotation FPE insuffisant dans le cadre de la formule forfaitaire durant des années, GEREDIS n'a pas été en mesure de réaliser des investissements à la même hauteur et suivant les mêmes règles de conception que les autres GRD notamment pour influencer sur les pertes du réseau électrique. GEREDIS se doit aujourd'hui de porter avant tout ses efforts d'investissement pour la sécurisation de l'alimentation en cas d'incidents majeurs et lors d'aléas climatiques.
- en outre, les pertes techniques sont la conséquence des paramètres du réseau tels que la tension des lignes, la capacité de transport, la résistance des lignes électriques, les schémas d'exploitation, les types et modes de fonctionnement des équipements connectés. Dans ces conditions, GEREDIS ne sera en mesure d'influer significativement sur le volume des pertes qu'après avoir renouvelé son actuel outil de conduite qui ne sera pas opérationnel avant la prochaine période TURPE.
- ensuite, le caractère rural du réseau exploité par GEREDIS ne lui permet pas d'optimiser le volume de pertes. En effet, pour alimenter ses clients, GEREDIS gère un réseau électrique très étendu avec une très faible densité de clients par kilomètre de réseau. Dans ces conditions, GEREDIS ne dispose d'aucun levier pour réduire le nombre de transformateurs (et donc les pertes fer générées) et le linéaire de réseau (et donc les pertes liées à l'effet joule) qui sont le siège des pertes techniques.
- et enfin, de manière prépondérante, GEREDIS constate depuis plusieurs années un accroissement des raccordements de productions d'ENR. A titre d'exemple, le département des Deux-Sèvres est aujourd'hui le premier département dans la Région Nouvelle Aquitaine pour le développement de l'éolien. De 2015 à 2017, le taux d'injection en ENR est passé de 27 % à 37 %. Or, pour rappel, les pertes techniques sont la conséquence des flux d'électrons. Dans ces conditions, ces nouveaux flux générés par la production d'ENR en forte croissance génèrent des pertes techniques additionnelles non maîtrisables par le GRD et qui sont déjà particulièrement élevées en Deux-Sèvres.

Au regard des éléments qui précèdent, GEREDIS ne souhaite pas se voir appliquer à ce stade par la CRE une régulation incitative financière des pertes réseaux pour la période 2018 à 2021 mais plutôt qu'un simple suivi du taux de perte soit mis en place par la CRE sans incitation financière.

Dans l'hypothèse où la CRE maintiendrait la régulation incitative sur les pertes, GEREDIS demande :

- à retenir le taux de 6.6% pour déterminer le volume de référence ce qui non seulement représente déjà un très bon niveau pour un réseau à composante majoritairement rurale mais aussi correspond davantage aux valeurs atteintes par le passé.
- à plafonner le gain ou la perte annuel potentiel pour GEREDIS à 100 k€ (au lieu de 240 k€) afin de conserver une certaine pondération par rapport aux autres critères d'incitation.
- à ne supporter que 16 % des gains ou des pertes par rapport au coût de référence.

- Question 10 : Etes-vous favorable à la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par GEREDIS sur la période 2018-2021 ?

GEREDIS est favorable à la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par la CRE sur la période 2018-2021.

Par ailleurs, compte tenu des délais très contraints de dépôt du dossier d'exposition des charges devant la CRE, GEREDIS demande à la CRE de pouvoir ajouter en cours de période des charges d'exploitation relatives à des projets de R&D et d'innovation sur la période 2018-2021 au travers le mécanisme du CRCP après présentation préalable à la CRE.

- Question 11 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme de CRCP selon les modalités envisagées par la CRE ?

Pour rappel, comme cela a déjà été développé précédemment, GEREDIS est favorable à un système de régulation plus simple et plus économe en ressources basé sur la prise en compte des charges d'exploitation au réel ex-post après justification des comptes à la CRE et après explication des principaux écarts.

Dans le cas où la CRE ne retiendrait pas cette proposition, GEREDIS est favorable à se voir appliquer un mécanisme de CRCP proche de celui appliqué aux autres gestionnaires de réseau de distribution sous réserve de rajouter les postes suivants dans le Compte de Régularisation des Charges et des Produits (CRCP) :

- les charges liées au paiement du tarif d'accès au réseau public de transport et de distribution, prises en compte à 100% pour leur montant réalisé.
- les charges relatives au raccordement des postes source au réseau public de transport, prises en compte à 100 % pour leur montant réalisé.
- les charges d'exploitation relatives à des projets de R&D et d'innovation, prises en compte à 100% pour leur montant réalisé.

Ces dispositions sont en effet prévues dans la délibération de la CRE du 17 novembre 2016 portant décision sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT. La prise en compte dans le CRCP des charges d'accès au RPT est également en vigueur pour le niveau de dotation FPE de GEREDIS de l'année 2018 du fait de la régularisation de l'année 2017 (cf. article 2.1.3 de la consultation publique du 15 mars 2018 n°2018-005 relative aux niveaux de dotation au titre du fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour GÉREDIS Deux-Sèvres au titre des années 2018 à 2021, ainsi qu'au cadre de régulation associé).

Pour les mêmes raisons que celles expliquées précédemment, GEREDIS demande à la CRE de prendre en compte dans le CRCP les charges de capital sans exception à 100 % pour leur montant réalisé.

En outre, GEREDIS demande à la CRE d'intégrer également les charges d'exploitation prises en compte à 100 % pour leur montant réalisé pour les dépenses relatives aux catastrophes naturelles et aux événements climatiques exceptionnels. En effet, ces derniers sont de plus en plus fréquents et avec des intensités très diverses. La prise en compte dans le CRCP des dépenses relatives aux catastrophes naturelles et aux événements climatiques exceptionnels permettrait de protéger GEREDIS, entreprise de taille modeste, des risques les plus extrêmes. Il est important de rappeler que, par le passé, d'autres ELD de taille tout à fait significative ont dû cesser leur activité après avoir connu de très nombreux dégâts sur leur réseau de distribution après des événements climatiques exceptionnels du fait de leur impossibilité à financer les travaux de réparation. Avant prise en compte dans le CRCP, ces dépenses seront soumises au préalable à l'accord de la CRE après fourniture des justificatifs adéquats. En outre, en cas de catastrophes naturelles affectant l'ensemble de son réseau, GEREDIS n'a aucune possibilité de foisonner avec d'autres zones moins touchées contrairement à l'opérateur national. GEREDIS ne demande pas de couverture forfaitaire ex ante mais en revanche qu'au-delà d'un plafond de 500 k€, les charges d'exploitation et d'investissement réellement supportées par GEREDIS soient intégralement couvertes à travers le mécanisme du CRCP.

- Question 12 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous dans les conditions envisagées par la CRE ?

Comme indiqué dans la réponse à la question 1 de la présente consultation, GEREDIS est favorable à une clause annuelle de rendez-vous et à un système de régulation plus léger basé sur la prise en compte des charges d'exploitation au réel ex-post après justification des comptes à la CRE et après explication des principaux écarts.

Toutefois, dans le cas où la CRE ne retiendrait pas cette proposition, GEREDIS tient à rappeler que les estimations prévisionnelles des charges et des produits sur la période 2018 à 2021 sont assises sur une seule année d'arrêt des comptes au 31/12/2016. A l'époque, GEREDIS était encore en mode GRD léger et, de ce fait, les données comptables ont été retraitées pour les présenter en mode GRD lourd. Dans ces conditions, certains postes de charges et de produits restent des estimations

difficiles à approcher à date et il nous paraît préférable de pouvoir les ajuster chaque année dans le CRCP si ces derniers s'écartent individuellement de $\pm 10\%$ de l'estimation ou bien au global de $\pm 5\%$ de l'estimation. Cette proposition présente en outre l'avantage de préserver non seulement les intérêts de GEREDIS mais aussi ceux des utilisateurs de réseau qui se verraient appliquer la juste réalité des coûts de GEREDIS, opérateur de réseau de distribution efficace.

- Question 13 : Que pensez-vous du niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE pour GÉRÉDIS ?

GEREDIS précise à la CRE que les chiffres révisés présentés pour l'année 2017 correspondent au budget révisé transmis en décembre 2017 mais sur la base des données constatées jusqu'au 30/06/2017 soit seulement un semestre. De plus, l'année 2017 est exceptionnelle car cette révision budgétaire est intervenue en fin du mois d'octobre 2017 notamment du fait du basculement en GRD lourd au 01/07/2017 et du travail réalisé pour l'exposition des charges devant la CRE pour 2016 à 2021.

En outre, GEREDIS considère que la reprise de provision suite à la conclusion de litiges de 780 k€ ne doit pas être prise en compte par la CRE pour la révision du niveau de dotation des années 2018 à 2021. En effet, comme indiqué dans le projet de consultation, il s'agit d'une reprise liée à des litiges passés c'est-à-dire dont l'origine est antérieure à la période 2016 et 2017. La provision de 780 k€ avait d'ailleurs été constituée avant le 01/01/2015. Cette reprise ne doit donc pas venir grever le niveau de dotation de l'année 2017 puisqu'il s'agit d'une recette exceptionnelle liée à un litige antérieur provisionné en dehors de la période 2016 à 2017. GEREDIS demande donc à la CRE de revoir les autres charges nettes d'exploitation actuellement de - 892 k€ par an sur la période 2018 à 2021 à une valeur de -684 k€ par an sur la même période.

- Question 14 : Que pensez-vous de la méthodologie envisagée par la CRE pour calculer les charges de capital supportées par GÉRÉDIS sur la période 2018-2021 ?

GEREDIS est favorable à se voir appliquer une méthode de calcul identique à celle appliquée aux autres gestionnaires de réseau de distribution sous réserve que :

- les paramètres de calcul des charges de capital soient identiques à ceux appliqués aux autres GRD,
- cette méthodologie soit conforme à la décision n^{os} 407516 et autres du 9 mars 2018 du Conseil d'Etat statuant au contentieux sur la délibération de la commission de régulation de l'énergie du 17 novembre 2016 portant décision sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT ainsi que celle du 19 janvier 2017.

Toutefois, dans le cas où GEREDIS serait amenée à réaliser des investissements dans le domaine HTB sur la période 2018 à 2021, cette dernière demande à la CRE de prendre en compte également une rémunération des immobilisations en cours relatives à l'activité dans le domaine de tension HTB en cohérence avec la méthodologie utilisée dans le TURPE 5 HTB.

- Question 15 : Que pensez-vous des niveaux des paramètres de rémunération envisagés pour le calcul des charges de capital de GÉRÉDIS sur la période 2018-2021 ?

GEREDIS est favorable à se voir appliquer des niveaux des paramètres de rémunération strictement identiques à ceux appliqués aux autres gestionnaires de réseau de distribution.

- Question 16 : Que pensez-vous du niveau des charges de capital prévisionnelles de GÉRÉDIS sur la période 2018-2021 ?

GEREDIS prend acte de la volonté de la CRE de traiter de manière séparée le projet de comptage évolué de GÉRÉDIS et donc, de ce fait, de la nécessité de retraiter le niveau de dotation prévisionnel au titre du FPE sur la période 2018 à 2021 des provisions pour renouvellement concernant le projet de comptage évolué dotées en 2016 et 2017.

Suite à la transmission du plan d'affaire détaillé du déploiement des comptages évolués dans les Deux-Sèvres en octobre 2017 complété en décembre 2017, GÉRÉDIS attend donc une délibération spécifique de la CRE pour prendre en compte les coûts et les gains liés au projet de comptage évolué ainsi que pour lancer ce projet imposé réglementairement.

Avant la publication de la délibération de la CRE portant décision sur les niveaux de dotation au titre du FPE des années 2018 à 2021, GÉRÉDIS rappelle que ces charges de capital devront être complétées par les charges de capital sur les actifs « hors réseaux ».

- Question 17 : Que pensez-vous des hypothèses d'évolution du chiffre d'affaires prévisionnel présentées par GÉRÉDIS ?

Aucun commentaire pour cette question